



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS
ANNUAL GENERAL ASSEMBLY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE
L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS



FREDERICTON, NEW BRUNSWICK • JULY 23-25, 2019 • FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) • DU 23 AU 25 JUILLET 2019

CONVENTION DE RÈGLEMENT RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS (CRRPI)

Chef régional Norman Yakeleya
25 juillet 2019

20 juin 2019, Diapositive 1



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS ANNUAL GENERAL ASSEMBLY
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS



FREDERICTON, NEW BRUNSWICK • JULY 23-25, 2019 • FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) • DU 23 AU 25 JUILLET 2019

CRRPI - Historique

- La mise en œuvre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens a commencé le 19 septembre 2007.
- Les principaux éléments de la CRRPI sont : (1) un Paiement d'expérience commune pour tous les anciens élèves admissibles des pensionnats indiens; (2) un Processus d'évaluation indépendant pour le règlement de réclamations pour violences physiques graves ou abus sexuels; (3) des mesures de soutien à la guérison comme le Programme de soutien en santé - résolution des questions des pensionnats indiens et une donation au Fondation autochtone de guérison; (4) des activités commémoratives; (5) la création d'une Commission de vérité et de réconciliation (CVR).



Processus d'évaluation indépendant (PEI)

- Le Paiement d'expérience commune et le Processus d'évaluation indépendant étaient les deux composantes de la CRRPI qui offraient une compensation financière aux survivants.
- Le Processus d'évaluation indépendant était censé être un processus hors cour, non antagonique et axé sur le demandeur pour la résolution de réclamations pour violences physiques graves, d'abus sexuels ou d'autres sévices endurés par les survivants des pensionnats indiens.
- Le Processus d'évaluation indépendant n'est pas un processus parfait et il a connu de nombreux ratés, notamment, le comportement prédateur de certains avocats et remplisseurs de formulaires, des frais déraisonnables et la non-divulgence de documents importants aux demandeurs par le Canada.
- La date limite pour la soumission d'une demande de Processus d'évaluation indépendant était le 19 septembre 2012. Toutefois, l'école Kivalliq Hall de Ranklin Inlet a récemment été ajoutée à la liste des écoles admissibles avec une date limite du 25 janvier 2020 pour les demandes de Paiement d'expérience commune et les revendications.



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS ANNUAL GENERAL ASSEMBLY
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS



FREDERICTON, NEW BRUNSWICK • JULY 23-25, 2019 • FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) • DU 23 AU 25 JUILLET 2019

Statut - Processus d'évaluation indépendant

- En date du 31 mai 2019, 99 % des demandes de Processus d'évaluation indépendant avaient été réglées et seulement 55 réclamations étaient en suspens.
- Près de 89 % des demandeurs dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant ont reçu une indemnisation.
- Le paiement moyen dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant, incluant les frais juridiques, est de 111 265 \$.
- Les adjudicateurs ont attribué 2,138 milliards de dollars. Le total des paiements en vertu du Processus d'évaluation indépendant s'élève à 3,182 milliards de dollars.



Participation de l'APN

L'APN a participé à de nombreuses demandes de directives des tribunaux sur plusieurs questions soulevées pendant la mise en œuvre de la CRRPI, notamment :

1. Mauvaise application de la CRRPI par des adjudicateurs du Processus d'évaluation indépendant - J.W. c. Canada
2. Remplisseurs de formulaires
3. Conduite des avocats et frais excessifs
4. Non-divulgation par le Canada de documents importants aux demandeurs dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant
5. Révisions judiciaires des décisions du Processus d'évaluation indépendant



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS ANNUAL GENERAL ASSEMBLY
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS



FREDERICTON, NEW BRUNSWICK • JULY 23-25, 2019 • FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) • DU 23 AU 25 JUILLET 2019

J.W. c. Canada (Procureur général)

- J.W., un demandeur dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant, s'est vu refuser une indemnité par suite (selon l'APN) du défaut des adjudicateurs d'appliquer les dispositions du processus.
- L'adjudicatrice initiale avait effectivement indiqué que les demandeurs devaient démontrer l'intention sexuelle de l'auteur des actes lorsque des attouchements inappropriés étaient allégués.
- La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a donné raison au demandeur, mais la Cour d'appel du Manitoba a infirmé cette décision, car elle a jugé que la décision des adjudicateurs n'était pas une absence d'exécution de la CRRPI.



J.W. c. Canada (Procureur général) (suite)

- L'APN a participé à l'appel de cette décision à la Cour Suprême du Canada afin d'obtenir des éclaircissements concernant l'application de la CRRPI par l'adjudicatrice.
- Arrêt : La décision de l'adjudicatrice initiale a été considérée comme une modification non autorisée du Processus d'évaluation indépendant. Les juges ont déterminé qu'il était inapproprié d'exiger des demandeurs qu'ils démontrent l'intention sexuelle de l'auteur des actes.
- L'APN continue de demander des indemnisations pour les personnes dont les demandes ont été rejetées dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant en raison de telles erreurs juridiques.



Plan de notification du PEI

- La Cour Suprême du Canada a décidé que tous les documents relatifs au Processus d'évaluation indépendant, incluant les demandes, les transcriptions et les décisions, seront détruits en septembre 2027 puisque la Cour est d'avis que ces documents appartiennent aux demandeurs à qui on a promis la confidentialité.
- La Cour Suprême a chargé l'APN, par l'entremise du plan de notification, de fournir un appui adapté sur le plan culturel aux peuples des Premières Nations de partout au Canada qui ont participé au Processus d'évaluation indépendant ou au Mode alternatif de règlements des conflits.
- Un service d'assistance a été mis sur pied afin d'offrir de l'information et de l'aide et aux demandeurs. Les demandeurs peuvent joindre ce service d'assistance par téléphone au 1-833-212-2688 ou par courriel au iapdesk@afn.ca.



Plan de notification du PEI (suite)

Une des tâches du service d'assistance est de renseigner les demandeurs dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant sur leurs droits concernant leurs dossiers, notamment :

1. confidentialité de leurs dossiers;
2. service d'information sur la CRRPI et les responsabilités du Centre national pour la vérité et la réconciliation;
3. options de conservation des dossiers du Processus d'évaluation indépendant ou du Mode alternatif de règlements des conflits au Centre national pour la vérité et la réconciliation;
4. retrait de consentement et retrait des dossiers du Centre national pour la vérité et la réconciliation;
5. droit du demandeur dans le cadre du PEI d'obtenir une copie de son dossier à des fins personnelles.



Réunions de toutes les parties et appels à l'action de la CVR

• L'APN continue de participer au groupe de travail de toutes les parties de la CRRPI. Ces réunions permettent à toutes les parties de la CRRPI d'examiner ensemble l'état de la mise en œuvre de la CRRPI et de surveiller l'évolution et les effets des appels à l'action de la CVR. Voici une liste partielle des appels à l'action qui sont toujours en attente :

- Appel 58 - Excuses du pape pour le rôle joué par l'Église catholique dans les pensionnats indiens – calendrier inconnu. Actuellement, les représentants de l'Église catholique attendent un compte rendu des évêques du Canada, qui devrait être présenté à l'automne de 2019.
- Appel 46 - Les parties doivent élaborer et signer un pacte de réconciliation. L'élaboration de ce document est toujours en cours.



Appels à l'action de la CVR (suite) :

- Appel 73 - Le Canada et l'Église établiront et tiendront à jour un registre en ligne des cimetières des pensionnats indiens. Le Centre national pour la vérité et la réconciliation dresse actuellement le registre des décès d'élèves dans les pensionnats indiens. Parcs Canada collabore avec le Centre dans le cadre de cette initiative. Les églises tentent actuellement de fournir de l'information sur les lieux de sépulture.
- Appels 81 et 82 – Des monuments seront érigés à Ottawa et dans les autres capitales.
- Différents appels à l'action demandant à l'Église d'élaborer des stratégies éducationnelles et de respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Des organismes confessionnels continuent de fournir de la rétroaction sur la mise en œuvre de ces engagements.



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS ANNUAL GENERAL ASSEMBLY
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS



FREDERICTON, NEW BRUNSWICK • JULY 23-25, 2019 • FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) • DU 23 AU 25 JUILLET 2019

Questions